

PROJET D'EXTENSION DU SITE DE LA

SARL COMA RENE METAUX ET FILS

PARCELLES N° 289 ET 290



900 chemin de Groussac
31620 Fronton

TEL 05 61 82 93 93

FAX 05 61 82 09 29

contact@comametaux.com

- 06 03 58 42 15 (père)
- 06 13 43 81 38 (fils)





N°	Pièces fournies
1	Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter
2	Tableau actualisé des rubriques ICPE
3	Agrément n° PR 31 00024 D
4	Certificat ISO 14001 version 2015
5	Courrier du 17/02/2014 de la part de la société COMA METAUX et adressé à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne
6	Courrier du 03/04/2014 de la part de l'Inspecteur de l'Environnement - Unité territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
7	Courrier du 15/04/2014 de la part de la société COMA METAUX et adressé à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et à l'Inspecteur de l'Environnement - Unité territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
8	E-mail du 17/09/2014 de la part de l'Inspecteur de l'Environnement - Unité territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
9	Courrier du 12/12/2014 de la part de la société COMA METAUX et adressé à Monsieur le Maire de Fronton
10	Courrier du 18/12/2014 de la part de Monsieur le Maire Adjoint de Fronton - chargé de l'urbanisme
11	E-mail du 09/07/2015 de la part de l'Inspecteur de l'Environnement - Unité territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
12	E-mail du 16/07/2015 de la part de la société COMA METAUX et adressé à l'Inspecteur de l'Environnement - Unité territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
13	Plan du site actuel de la société COMA METAUX - version 2015
14	Plan du projet d'extension du site de la société COME METAUX sur les parcelles n° 289 et n° 290

PIECE N° 1

PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

Place Saint-Etienne
31038 TOULOUSE CEDEX
Téléph. : 61.33.40.00

**1° DIRECTION
1° BUREAU**

Réf. : SV/SJ
Tél. : 61.33.39.81

LE PREFET DE LA REGION MIDI-PYRENEES,
PREFET DE LA HAUTE-GARONNE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et du titre Ier de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié contenant la nomenclature des installations classées ;

VU la demande présentée par Monsieur René COMA en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter à FRONTON, lieu dit "Miraudelle-Nord", un dépôt des ferrailles et de métaux ferreux et non ferreux ;

VU les plans annexés à la demande ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 9 octobre au 8 novembre 1989 par Monsieur Paul FONTANIE, commissaire enquêteur désigné à cet effet par le président du Tribunal Administratif de TOULOUSE ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de VILLAUDRIC le 26 septembre 1989 ;

Le conseil municipal de FRONTON consulté ;

VU l'avis émis par le Directeur départemental du travail et de l'emploi le 11 octobre 1989 ;

VU l'avis émis par le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales le 26 octobre 1989 ;

VU l'avis émis par le Directeur départemental du service d'incendie et de secours le 6 novembre 1989 ;

VU les avis émis par le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt le 6 novembre 1989 et le 19 novembre 1990 ;

Le Délégué régional à l'architecture et à l'environnement consulté ;

.../...

ARTICLE 4°/ Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 5°/ Tout transfert d'une installation soumise à autorisation nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'installation changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 6°/ L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 7°/ Le pétitionnaire sera tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte soit à la commodité du voisinage, soit à la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit à l'agriculture, soit à la protection de la nature et de l'environnement, soit à la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 8°/ Le pétitionnaire devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

ARTICLE 9°/ Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de FRONTON, ainsi qu'à la mairie de VILLAUDRIC, pour y être consultée par tout intéressé.

ARTICLE 10°/ Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, le texte des prescriptions. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 11°/ Les droits des tiers sont expressément réservés.

COMA à FRONTON

PRESRIPTIONS TECHNIQUES ANNEXEES A L'ARRETE PRESCRIPTIONS DU
Chef de bureau délégué,

23 JAN. 1991



J.-C. ARVIEU

1 GENERALITES

1.1 ACCIDENT OU INCIDENT

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées et faire l'objet d'un rapport.

Ce rapport, qui sera adressé à l'inspecteur des installations classées, s'efforcera de dégager les causes de l'incident ou de l'accident et indiquera les dispositions prises pour éviter son renouvellement.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

1.2 CONTROLES ET ANALYSES

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

1.3 ENREGISTREMENTS, RAPPORTS DE CONTROLES ET REGISTRES

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

1.4 CONSIGNES

Les consignes prévues par le présent arrêté seront tenues à jour et datées ; le Directeur de l'établissement s'assurera qu'elles ont bien été portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

2 BRUITS ET VIBRATIONS

2.1

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

.../...

3.3

Des mesures seront prises pour éviter la dispersion des poussières ; en particulier les voies de circulation seront entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin.

4 POLLUTION DES EAUX

4.1 RESEAUX DE COLLECTE

Les réseaux de collecte des eaux de l'établissement seront du type séparatif.

Tous les collecteurs devront être étanches et leur tracé devra permettre le curage.

Le réseau de collecte des effluents devant, en temps normal, subir un traitement ne comportera pas de liaison directe permettant le rejet sans traitement dans le milieu récepteur.

Un dispositif décanteur déshuileur avec système autoblocant et alarme, de dimension adaptée au débit à traiter, sera installé avant le point de rejet de l'établissement.

Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides pouvant se trouver dans tout véhicule automobile hors d'usage.

Les liquides polluants divers seront collectés séparément dans des réservoirs prévus à cet effet. Ces réservoirs seront disposés sur une cuvette de rétention parfaitement étanche, sans liaison avec le milieu naturel.

Les batteries ne seront pas vidées de leur contenu et seront stockées à l'abri des intempéries sur un sol étanche.

Les papiers et chiffons seront stockés à l'intérieur des bâtiments.

4.2 POINTS DE REJETS

4.2.1

Les eaux résiduaires seront évacuées :

- . directement dans le milieu naturel (fossé bordant la parcelle et se jetant dans le ruisseau du Verdure).

4.2.2

Les dispositifs de rejet devront être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.

- . présenter une stabilité au feu de degré 4 heures pour les stockages de liquides inflammables.

Le volume utile de ces capacités sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- . 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé,
- . 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Toute possibilité d'évacuation gravitaire des eaux pluviales éventuellement recueillies dans ces capacités est formellement interdite.

4.4.2

Les réservoirs enterrés de liquides inflammables ou polluants devront répondre à la définition des réservoirs en fosse ou assimilés au sens de l'instruction du 17 avril 1975 et respecter les dispositions de cette instruction.

5 DECHETS

5.1

Tous les déchets produits par l'établissement devront être éliminés dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Ils seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

5.2 CONTROLES

Pour chaque enlèvement les renseignements minimum suivants seront consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement...) et conservé par l'exploitant :

- nature et composition du déchet (fiche d'identification) ;
- quantité enlevée ;
- date d'enlèvement ;
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé ;
- destination du déchet (éliminateur) ;

.../...

- situé à moins de 200 mètres de l'établissement.

6.1.4 Consignes

Des consignes écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.

6.1.5 Alimentation électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisé seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations ou appareillages conditionnant la sécurité devront pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

L'alimentation électrique des matériels ne concourant pas à la sécurité sera coupée en dehors des heures d'exploitation.

6.1.6 Vérifications périodiques

L'état du matériel électrique et des moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent.

6.1.7 Formation du personnel

Le responsable de l'établissement veillera à la formation sécurité de son personnel et à la constitution, si besoin, d'équipes d'intervention.

Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations qui sont susceptibles, en cas d'incident, de porter atteinte à la sécurité des personnes ou à l'environnement (par exemple, manipulation de liquides inflammables ou de produits toxiques).

6.2 ZONE PRESENTANT DES RISQUES D'INCENDIE

Les prescriptions 6.2.2. à 6.2.6. ci-dessous ne s'appliquent que dans les zones présentant des risques d'incendie et, le cas échéant, dans les zones présentant des risques d'explosion.

6.2.1 Définition

Les zones présentant des risques d'incendie sont constituées des volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents, leur prise au feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement et la sécurité.

.../...

- le matériel électrique qui était déjà en service le 31 décembre 1980 doit être protégé par enveloppe antidéflagrante ou par surpression interne et doit être conforme à un type ayant reçu un arrêté d'agrément en application du décret n° 60-25 du 28 mars 1960 ;
- les matériels et les canalisations électriques devront être maintenus en bon état ;
- le matériel électrique devra en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée, dans les délais les plus brefs.

7 DISPOSITIONS PARTICULIERES

7.1 HAUTEUR DES STOCKS

Les stocks ne devront pas dépasser une hauteur de 3 mètres (2 véhicules maximum).

7.2 EXPLOSIFS - MUNITIONS - MATERIEL DE GUERRE - APPAREIL A PRESSION

Il est interdit d'entreposer dans l'établissement des explosifs, des munitions, des engins, parties d'engin ou matériels de guerre.

Lorsque dans les déchets reçus il sera découvert des explosifs, des munitions, des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai aux services de police ou de gendarmerie dont l'adresse et le numéro de téléphone seront affichés dans le bureau du préposé responsable du chantier.

Il est interdit de broyer des réservoirs d'appareil à pression sans les précautions nécessaires permettant d'éviter tout risque d'explosion.

7.3 OPERATIONS DE DECOUPAGE AU CHALUMEAU

7.3.1

Dans le cas où les véhicules automobiles sont découpés au chalumeau, ils devront être préalablement débarassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables.

7.3.2

Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de huit mètres des dépôts de liquides inflammables ou matières combustibles.

PIECE N° 2



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures

Toulouse, le

16 JAN. 2014

affaire suivie par Christine Cami
Téléphone : 05 61 10 60 26
Courriel : christine.cami@haute-garonne.gouv.fr

Monsieur le Gérant,

Les décrets n° 2010-369 du 13 avril 2010 et n°2012-1304 du 26 novembre 2012 ont modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Compte tenu des éléments fournis, je vous communique ci-dessous un tableau de classement actualisé de vos activités que vous exercez à Fronton, 900 chemin de Groussac :

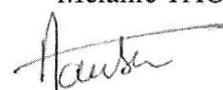
N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Classement
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées sous les rubriques 2710, 2711 et 2712 1. la surface étant supérieure ou égale à 1000m ²	Surface de l'installation : 15 162 m ² (différentes catégories de métaux réparties entre l'extérieur et l'intérieur du bâtiment)	A
2718-1	installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. 1. la quantité est supérieure ou égale à 1 tonne.	49 tonnes (batteries, déchets d'amiante emballés)	A
2791-1	installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. 1. la quantité est supérieure ou égale à 10 t/j.	30t/j (cisailage et pressage de déchets de métaux)	A
2712-1b	installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. 1. dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant: b) supérieure ou égale à 100m ² et inférieure à 30 000 m ² .	4000 m ²	E

2714-2	installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. 2. le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100m ³ mais inférieur à 1000m ³ .	900 m ³ (déchets de démolition)	D
2560-B2	travail mécanique des métaux et alliages B. autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant: 2- supérieur à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW.	367,5 kW (presse cisaille)	DC

Je vous précise que le site est assujéti aux prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux du 23 janvier 1991 et du 7 août 2008 et du récépissé du 8 décembre 2005 qui réglementent cette exploitation ainsi qu'à celles de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 annexées au présent courrier, selon les dispositions applicables aux installations existantes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Gérant, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et, par délégation, le
Chef de service,
Mélanie TAUBER



Monsieur le Gérant
société COMA René Métaux et Fils
900 chemin de Groussac
31620 FRONTON

Copie transmise pour information à
M. le Directeur Régional de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Inspection des installations classées

document à conserver et à présenter lors de tout contrôle de l'installation.

PIECE N° 3

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures

DDT/SEEF/BCP/DP

N° S3IC : 68.3071

N° - 67

**Arrêté portant agrément de la SARL (SEE) COMA René Métaux et Fils
900, chemin de Groussac - BP 20 - 31620 FRONTON
en application des articles R.543-156 et suivants du code de l'environnement relatifs à
l'élimination des véhicules hors d'usage.**

Agrément n° PR 31 00024 D

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées,
Préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les titres I et IV du livre V,

Vu l'arrêté du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés de véhicules hors d'usage,

Vu l'arrêté du 9 mars 2012 modifié, concernant les dispositions relatives à la construction des véhicules, composants et équipements visant l'élimination des véhicules hors d'usage,

Vu l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage,

Vu l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du 23 janvier 1991 autorisant la société COMA René Métaux et Fils – 31620 FRONTON, à exploiter un dépôt de véhicules hors d'usage,

Vu l'arrêté préfectoral du 7 août 2008 délivré à la SARL (SEE) COMA René Métaux et Fils portant agrément n° PR 31 00024 D pour effectuer la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage,

Vu le récépissé de déclaration délivré le 8 décembre 2005,

Vu la lettre préfectorale du 16 janvier 2014 actualisant le classement des activités de la société

Villaudric pour y être consultée par tout intéressé.

Article 5 :

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de le consulter sur place. Le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans l'ensemble du département.

Article 6 :

Une copie du présent arrêté sera remis au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 7 :

Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 8 :

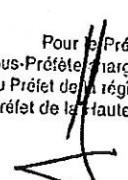
Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois suivant sa notification et dans les dispositions précisées à l'article L.514-6 modifié du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette demande.

Article 9 :

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Garonne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Midi-Pyrénées, le Directeur départemental des territoires et le maire de Fronton, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Garonne et dont une ampliation sera notifiée à la SARL (SEE) COMA René Métaux et Fils.

Toulouse, le 28 JUL. 2014

Pour le Préfet,
La Sous-Préfète chargée de mission
auprès du Préfet de la région Midi-Pyrénées,
Préfet de la Haute-Garonne


Florence VILMUS

3° L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du code de la consommation.

La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.

Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.

Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent cahier des charges.

4° L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre État membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

5° L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R.543-164 du code de l'environnement.

Cette déclaration comprend :

- a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
- b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;
- c) L'âge moyen des véhicules pris en charge ;
- d) La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;
- e) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ;
- f) Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;
- g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;
- h) Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges ;
- i) Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.

Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés,

- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;
- les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;
- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;
- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.

11° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;

12° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.

13° L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.

14° L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.

PIECE N° 4

SGS

Certificat FR09/01474

Le système de management de

COMA RENE METAUX ET FILS

900 chemin de Groussac
31620 FRONTON
France

a été audité et certifié selon les exigences de

ISO 14001:2015

Pour les activités suivantes

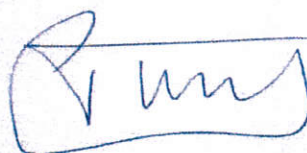
**Récupération de métaux ferreux et non ferreux,
dépollution de véhicules hors d'usage.**

**Recycling of ferrous and non ferrous metals,
depollution of end-of-life vehicles.**

**Reciclaje de metales ferrosos y no ferrosos,
descontaminación de vehículos fuera de uso.**

Ce certificat est valable du 3 août 2018 au 2 août 2021
et reste valide jusqu'à décision satisfaisante à l'issue des audits de suivi
Version 6. Date de première certification novembre 2009

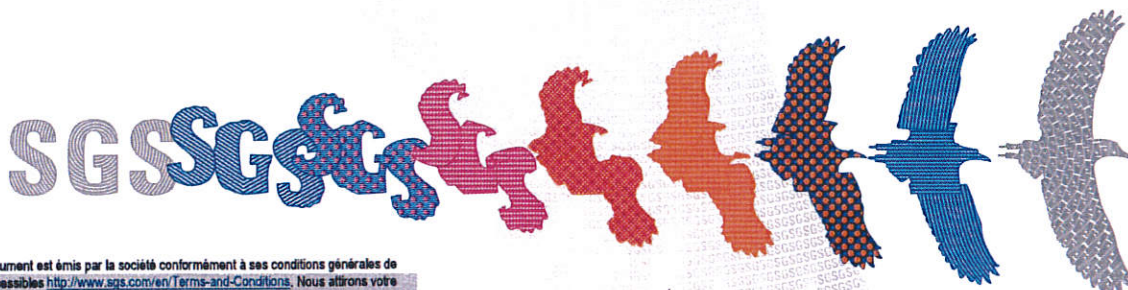
Autorisé par



SGS ICS
29, avenue Aristide Briand 94111 Arcueil Cedex France
t +33 (0)1 41 24 87 75 f +33 (0)1 73 01 71 29 www.sgs.com



Page 1 de 1



Ce document est émis par la société conformément à ses conditions générales de Certification accessibles <http://www.sgs.com/en/Terms-and-Conditions>. Nous attirons votre attention sur les clauses de limitation de responsabilité, d'indemnisation et de compétence judiciaire figurant dans nos conditions générales de service. L'authenticité de ce document peut être vérifiée sur http://www.sgs.com/clients/certified_clients.htm. Toute modification non autorisée, altération ou falsification du contenu ou de la forme du présent document est illégale et les contrevenants sont passibles de toutes poursuites prévues par la loi.

PIECE N° 5



900, chemin de Groussac
31620 Fronton
Siret : 41760134100015
N°intracom : FR50417601341
TEL : 05.61.82.93.93
FAX : 05 61 82 09 29
coma.reneetfils@wanadoo.fr

Monsieur le Préfet,
Préfecture de Haute-Garonne
Direction départementales des Territoires
Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau Coordination et Procédures

Cité Administrative
2 boulevard Armand Duportal
BP 70001
31074 TOULOUSE CEDEX 9

Fronton, le 17 février 2014

Objet : DECLARATION / PROJET ACQUISITION TERRAIN

Monsieur le Préfet,

Conformément à l'article R.512-33-II du Code de l'Environnement, nous vous informons que nous avons l'intention d'acquérir le terrain contigu à notre site.

Nous occupons actuellement la parcelle n°288, d'une surface de 15162m² et avons pour projet l'acquisition de la parcelle n°289 (environ 5400m²). Les activités concernées seront celles pour lesquelles nous disposons d'une autorisation d'exploitation en date du 23/01/1991.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de ma respectueuse considération.

J.D.Coma

Pièces jointes :

- Plan parcellaire
- Classement ICPE actuel

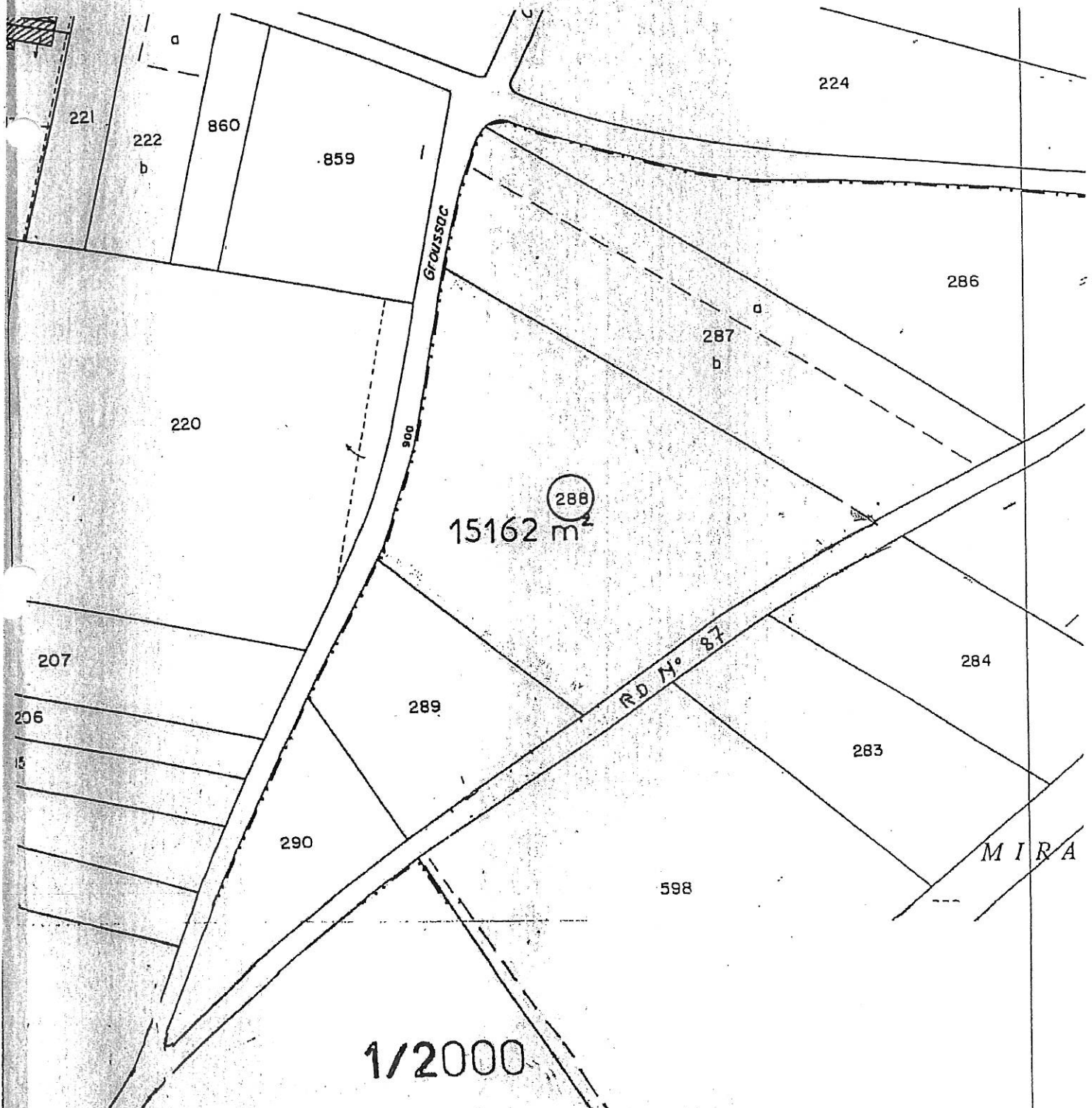
Copie : **Adeline COT**

DREAL Midi-Pyrénées / Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat / BP 331 / 31776 COLOMIERS CEDEX

Plan Parcellaire Echelle: 1/2000

Parcelle n° 288 - Section F

Surface: 15162 m²





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures

Toulouse, le

16 JAN. 2014

affaire suivie par Christine Cami
Téléphone : 05 61 10 60 26
Courriel : christine.cami@haute-garonne.gouv.fr

Monsieur le Gérant,

Les décrets n° 2010-369 du 13 avril 2010 et n°2012-1304 du 26 novembre 2012 ont modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Compte tenu des éléments fournis, je vous communique ci-dessous un tableau de classement actualisé de vos activités que vous exercez à Fronton, 900 chemin de Groussac :

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Classement
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées sous les rubriques 2710, 2711 et 2712 1. la surface étant supérieure ou égale à 1000m ²	Surface de l'installation : 15 162 m ² (différentes catégories de métaux réparties entre l'extérieur et l'intérieur du bâtiment)	A
2718-1	installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. 1. la quantité est supérieure ou égale à 1 tonne.	49 tonnes (batteries, déchets d'amiante emballés)	A
2791-1	installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. 1. la quantité est supérieure ou égale à 10 t/j.	30t/j (cisaillage et pressage de déchets de métaux)	A
2712-1b	installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. 1. dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant: b) supérieure ou égale à 100m ² et inférieure à 30 000 m ² .	4000 m ²	E

En provenance de :

~~Prefecture de Haute Garonne
DDT / SEEF / RCP
Cibo administrative
2 boulevard Armand Duperrat BP7001
31074 TOULOUSE Cedex 9~~

SGR 2 V19 MSR 2A 12-1050108 07-13

**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION**



Numéro de l'envoi : **1A 092 871 7461 9**

Extension

Renvoyer à l'adresse ci-dessous : **LA POSTE 50350A 21-02-14 FRANCE**

FRAB

Présenté / Avisé le : / /

Distribué le :

Je soussigné déclare être ☐ CNI/Permis de conduire

☐ le destinataire

☐ le mandataire

☐ Autre

Signature
(Préciser Nom, Prénom
si mandataire)

Signature
Facteur



* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.

SARL COMA

900 Chemin de Grausac

31620 FRONTON.

Destinataire

~~Prefecture de Haute Garonne
DDT / SEEF / RCP
Cibo administrative
2 boulevard Armand Duperrat BP7001
31074 TOULOUSE Cedex 9~~



Numéro de l'envoi : **1A 092 871 7461 9**

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION



Extension

Expéditeur

SARL COMA

900 Chemin de Grausac

31620 FRONTON.

SGR 2 V19 MSR 1B 12-1050108 07-13

avantages du service suivi :

vous pouvez connaître, à tout moment, 24h/24, la date de distribution de votre lettre recommandée ou le motif de non-distribution.

accès direct à l'information de distribution :

1S : Envoyer le numéro de la lettre recommandée au 62080

35€ TTC + prix d'un SMS)

le site internet : www.laposte.fr/csuivi

le service vocal interactif : **0 969 397 398** (prix d'un appel surtaxé).

1620 FRONTON

PART LE 19/02/14

Date : 15H56 Prix : CRBT :

18/02/14 5.00EUR

R1

Niveau de garantie :

16 € ☐ 153 € ☐ 458 € ☐

Conservez ce feuillet, il sera nécessaire en cas de réclamation.

Le cas échéant, vous pouvez faire une réclamation dans n'importe quel bureau de Poste.

Les conditions spécifiques de vente de la lettre recommandée sont disponibles dans votre bureau de Poste ou sur le site www.laposte.fr.

Pensez également à la Lettre recommandée en ligne, consultez www.laposte.fr/boutiqueducourrier

PREUVE DE DÉPÔT
À CONSERVER PAR L'ÉMETTEUR

PIECE N° 6



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le

03 AVR. 2014

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
Subdivision Environnement industriel
ENV4

Affaire suivie par : Adeline COT
N/Réf. : 2014-380

Téléphone : 05 61 15 39 78
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : adeline.cot@developpement-durable.gouv.fr

Monsieur,

Par courrier du 17 février 2014, vous nous informez de votre intention d'acquérir un terrain voisin à votre site.

Conformément à l'article R512-33-II du code de l'environnement et afin de pouvoir estimer si la modification qu'entraînerait cet agrandissement est substantielle ou non, il est nécessaire que vous nous communiquiez tous les éléments d'appréciation sous un mois. Notamment, il serait opportun de nous communiquer les augmentations des quantités, surfaces et volumes correspondants aux différentes rubriques pour lesquelles vous êtes autorisés que vous projetez d'exploiter sur votre site étendu.

Nous vous informons que toute modification des capacités qui soumet les installations aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement et toute modification qui atteint en elle-même les seuils indiqués au sein des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est reconnue comme substantielle. Il serait nécessaire alors de mettre en place une nouvelle procédure d'autorisation.

Dans votre cas, le seuil d'une rubrique 3000 pourrait être notamment franchi si la quantité de déchets dangereux stockée sur votre site dépassait 50 tonnes. Vous relèveriez alors de la rubrique 3550.

Dans l'attente de votre réponse, je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le DREAL et par subdélégation,
L'inspecteur de l'environnement,



Adeline COT

Monsieur le Directeur
société COMA René Métaux et fils
900 Chemin de Groussac
31620 FRONTON

PIECE N° 7



900, chemin de Groussac
31620 Fronton
Siret : 41760134100015
N°intracom : FR50417601341
Tél. : 05.61.82.93.93
Fax : 05 61 82 09 29
coma.reneetfils@wanadoo.fr

DREAL Midi-Pyrénées
Unité Territoriale de la Haute-
Garonne et de l'Ariège
Subdivision Environnement
Industriel – ENV4
A l'attention d'Adeline COT
4 avenue Didier Daurat
CS 40 331
31776 COLOMIERS CEDEX

Fronton, le 15 avril 2014

LRAR
Vos Réf. : 2014-380

Objet : Complément à notre courrier du 17 février 2014 & Réponse à votre courrier du 3 avril 2014

Madame,

Vous trouverez ci-dessous les éléments demandés dans votre courrier du 3 avril dernier ainsi que par l'article R.512-33-II du Code de l'Environnement :

- Augmentation des quantités, surfaces et volumes correspondant aux différentes rubriques :
Vous trouverez en Annexe à cette Lettre le tableau actualisé des rubriques ICPE auxquelles nous sommes soumises. La dernière colonne de ce tableau précise les « nouveaux » seuils du site dans l'hypothèse où l'acquisition de la parcelle voisine serait réalisée.
Vous constaterez qu'une seule rubrique de la nomenclature ICPE est concernée : la 2713. En effet, cet extension de superficie du site n'est pas liée à une augmentation de capacité mais à pouvoir améliorer l'exploitation du site (cf. ci-dessous).
- Éléments d'appréciations du changement :
L'amélioration de l'exploitation du site va s'établir à travers :
 - o un stockage de l'ensemble des déchets moins dense grâce à leur extension en surface. De plus les hauteurs des stockages pourront ainsi être diminuées ;
 - o des conditions de circulations des engins de manutention et de la clientèle plus aisées ;
 - o la mise en place d'un parking au sein du site pour les salariés, la clientèle, les véhicules de transport de déchets (polybennes, semis, ...). La superficie de ce parking est estimée en première approche à 1 000 m².

A noter que ce sont les déchets non dangereux qui seront principalement concernés par cette « extension ».

Les conséquences d'une telle augmentation de superficie sans augmentation des capacités du site nous semblent plutôt favorables :

 - o « désenclavement » des stocks ;
 - o pas de nuisances supplémentaires au contraire ;
 - o amélioration des aspects paysagers ;
 - o voie publique dégagée pour les camions en attente de chargement ;
 - o ...
- Rubriques IED :
Nous avons examiné les rubriques 3XXX en détail, notamment les rubriques 35XX. Il n'y aura pas de dépassement de seuils de ces rubriques. Les capacités du site relatives à la rubrique 2718 étant maintenues à 49 tonnes, il n'y aura donc pas franchissement du seuil de la rubrique 3550.

Dans l'attente de l'avis technique de vos services et de la décision du Préfet, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

J.D. COMA

Copie : Monsieur le Préfet, Préfecture de Haute Garonne, Direction départementale des territoires, Service Environnement Eau et Forêt, Bureau Coordination et Procédures
Cité Administrative 2 boulevard Armand Duportal BP 70001, 31074 TOULOUSE CEDEX 9

Annexe : Evolution des volumes des rubriques ICPE dans le cas d'une extension du site de 5 400 m²

Rubrique	Classe ment	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume de classification *	Nouveau Volume
2713		Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.			
2713-1	A	La surface étant : Supérieure ou égale à 1 000 m ²	<i>Installation de transit, regroupement et tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux</i>	15 162 m ²	20 562 m²
2718		Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.			
2718-1	A	La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 1 t	<i>Installation de transit, regroupement et tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement</i>	49 tonnes	49 tonnes
2791		Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.			
2791-1	A	La quantité de déchets traités étant : Supérieure ou égale à 10 t/j	<i>Installation de traitement de déchets non dangereux : cisailage, pressage et broyage de métaux ou de déchets de métaux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux</i>	30 t/j	30 t/j
2712		Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage			
2712-1b	E	La surface étant supérieure à 50 m ²	<i>Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage</i>	4 000 m ²	4 000 m²

Rubrique	Classe ment	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume de classification *	Nouveau Volume
2714		Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.			
2714-2	D	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Installation de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	900 m ³	900 m ³
2560		Travail mécanique des métaux et alliages			
2560-B2	DC	La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : Supérieure à 150 kW mais inférieure ou égale à 1 000 kW	Installation autres que celles visées au A de la rubrique	367,5 kW	367,5 kW

* : volume de classification issu du tableau de mise à jour envoyé par la préfecture (DDT) le 16 janvier 2014.

En provenance de :

DREAL Midi-Pyrénées
A l'attention de Adeline COT
4 Av Didier Darnat
CS 40 331
31776 COLOMIERS CEDEX

SGR 2 V19 MSR 2A 12-1090108 07-13

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION



Numéro de l'envoi : 1A 092 871 7457 2



FRAB

Renvoyer à l'adresse ci-dessous :

SARL COMA RENE METAUX ET FILS

300 Chemin de Groussac
31620 FRONTON

Présenté / Avisé le :

Distribué le :

Je soussigné déclare être

☐ le destinataire ☐ le mandataire

Signature
(Préciser Nom et Prénom
si mandataire)

REÇU LE

17 AVR. 2014

DREAL - Unité Territoriale
de la Haute-Garonne

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.



Destinataire

DREAL Midi-Pyrénées
A l'attention de Adeline COT
4 Av Didier Darnat
CS 40 331
31776 COLOMIERS CEDEX

La Poste S.A. au capital de 3 800 000 000 € - RCS Paris 356 000 000 - 44 boulevard de Vaugrassat 75757 Paris CEDEX 15



Numéro de l'envoi : 1A 092 871 7457 2

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION



Expéditeur

SARL COMA RENE METAUX ET FILS
300 Chemin de Groussac
31620 FRONTON

SGR 2 V19 MSR 1B 12-1090108 07-13

Avantages du service suivi :

pouvez connaître, à tout moment, 24h/24, la date de distribution de votre recommandée ou le motif de non-distribution.

codes d'accès direct à l'information de distribution :

SMS : Envoyer le numéro de la lettre recommandée au 62080

35€ TTC + prix d'un SMS)

site internet : www.laposte.fr/csui

Le service vocal interactif : 0 969 397 398 (prix d'un appel non surtaxé).

11620 FRONTON

DEP Date : 15H41

Prix :

CRBT :

16/04/14

3,00EUR

R1

Niveau de garantie :

16 € ☐

153 € ☐

458 € ☐

Conservez ce feuillet, il sera nécessaire en cas de réclamation.

Le cas échéant, vous pouvez faire une réclamation dans n'importe quel bureau de Poste.

Les conditions spécifiques de vente de la lettre recommandée sont disponibles dans votre bureau de Poste ou sur le site www.laposte.fr.

Pensez également à la Lettre recommandée en ligne, consultez www.laposte.fr/boutiqueducourrier

PREUVE DE DÉPÔT
À CONSERVER D'ICI EN



900, chemin de Groussac
31620 Fronton
Siret : 41760134100015
N°intracom : FR50417601341
Tél. : 05.61.82.93.93
Fax : 05 61 82 09 29
coma.reneetfils@wanadoo.fr

A l'attention de Monsieur le Préfet,
Préfecture de Haute Garonne
Direction départementale des
territoires, Service Environnement,
Eau et Forêt
Bureau Coordination et Procédures
Cité Administrative 2 boulevard
Armand Duportal
BP 70001
31074 TOULOUSE CEDEX 9

Fronton, le 15 avril 2014

LRAR
Réf. DREAL : 2014-380

Objet : Complément à notre courrier du 17 février 2014 & Réponse au courrier du 3 avril 2014 de la DREAL (courrier joint en annexe)

Monsieur,

Vous trouverez ci-dessous les éléments demandés dans le courrier du 3 avril dernier ainsi que par l'article R.512-33-II du Code de l'Environnement :

- Augmentation des quantités, surfaces et volumes correspondant aux différentes rubriques :
Vous trouverez en Annexe à cette Lettre le tableau actualisé des rubriques ICPE auxquelles nous sommes soumises. La dernière colonne de ce tableau précise les « nouveaux » seuils du site dans l'hypothèse où l'acquisition de la parcelle voisine serait réalisée.
Vous constaterez qu'une seule rubrique de la nomenclature ICPE est concernée : la 2713. En effet, cet extension de superficie du site n'est pas liée à une augmentation de capacité mais à pouvoir améliorer l'exploitation du site (cf. ci-dessous).
- Eléments d'appréciations du changement :
L'amélioration de l'exploitation du site va s'établir à travers :
 - o un stockage de l'ensemble des déchets moins dense grâce à leur extension en surface. De plus les hauteurs des stockages pourront ainsi être diminuées ;
 - o des conditions de circulations des engins de manutention et de la clientèle plus aisées ;
 - o la mise en place d'un parking au sein du site pour les salariés, la clientèle, les véhicules de transport de déchets (polybennes, semis, ...). La superficie de ce parking est estimée en première approche à 1 000 m².

A noter que ce sont les déchets non dangereux qui seront principalement concernés par cette « extension ».

Les conséquences d'une telle augmentation de superficie sans augmentation des capacités du site nous semblent plutôt favorables :

 - o « désenclavement » des stocks ;
 - o pas de nuisances supplémentaires au contraire ;
 - o amélioration des aspects paysagers ;
 - o voie publique dégagée pour les camions en attente de chargement ;
 - o ...
- Rubriques IED :
Nous avons examiné les rubriques 3XXX en détail, notamment les rubriques 35XX. Il n'y aura pas de dépassement de seuils de ces rubriques. Les capacités du site relatives à la rubrique 2718 étant maintenues à 49 tonnes, il n'y aura donc pas franchissement du seuil de la rubrique 3550.

Dans l'attente de l'avis technique des services de la DREAL et de votre décision, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

J.D. COMA

Copie : Adeline COT, DREAL Midi-Pyrénées Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège Subdivision Environnement Industriel – ENV4, 4 avenue Didier Daurat CS 40 331
31776 COLOMIERS CEDEX

Annexe : Evolution des volumes des rubriques ICPE dans le cas d'une extension du site de 5 400 m²

Rubrique	Classe ment	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume de classification *	Nouveau Volume
2713			Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.		
2713-1	A	La surface étant : Supérieure ou égale à 1 000 m ²	<i>Installation de transit, regroupement et tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux</i>	15 162 m ²	20 562 m²
2718			Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.		
2718-1	A	La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 1 t	<i>Installation de transit, regroupement et tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement</i>	49 tonnes	49 tonnes
2791			Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.		
2791-1	A	La quantité de déchets traités étant : Supérieure ou égale à 10 t/j	<i>Installation de traitement de déchets non dangereux : cisailage, pressage et broyage de métaux ou de déchets de métaux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux</i>	30 t/j	30 t/j
2712			Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage		
2712-1b	E	La surface étant supérieure à 50 m ²	<i>Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage</i>	4 000 m ²	4 000 m²

Rubrique	Classe ment	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume de classification *	Nouveau Volume
2714		Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.			
2714-2	D	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Installation de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	900 m ³	900 m³
2560		Travail mécanique des métaux et alliages			
2560-B2	DC	La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : Supérieure à 150 kW mais inférieure ou égale à 1 000 kW	Installation autres que celles visées au A de la rubrique	367,5 kW	367,5 kW

*** : volume de classification issu du tableau de mise à jour envoyé par la préfecture (DDT) le 16 janvier 2014.**

En provenance de :

Préfecture de Haute Garonne
A l'attention de M. le Préfet
DDTSE Cité Administrative
2 bd Armand Dupont BP 70001
31074 TOULOUSE CEDEX 3

SGR2 V19 PIC 16F - 800366 - 08/13

**RECOMMANDÉ
AVIS DE RÉCEPTION**



Numéro de l'envoi : **1A 095 146 4267 6**

Renvoyer à l'adresse ci-dessous :

FRAB



Présenté / Avisé le : / /
Distribué le : / /
Je soussigné déclare être : ☐ CNI/Permis de conduire
☐ le destinataire ☐ le mandataire ☐ Autre :
Signature (Préciser Nom et Prénom si mandataire)
Signature Facteur
18 AVR. 2014
* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
DDPP31

SARL COMA RENE METAUX ET FILS
300 Chemin de Groussac
31620 FRONTON

Destinataire

Préfecture de Haute Garonne
A l'attention de M. le Préfet
DDTSE Cité Administrative
2 bd Armand Dupont BP 70001
31074 TOULOUSE CEDEX 3

La Poste S.A. au capital de 3 800 000 000 € RCS PARIS 356 000 000 44 boulevard de Vauparad 75757 Paris CEDEX 15



Numéro de l'envoi : **1A 095 146 4267 6**

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION



Expéditeur

SARL COMA RENE METAUX ET FILS
300 Chemin de Groussac
31620 FRONTON

SGR2 V19 PIC 6A - 800366 - 08/13

PREUVE DE DÉPÔT
À CONSERVER PAR LE CLIENT

avantages du service suivi :

vous pouvez connaître, à tout moment, 24h/24, la date de distribution de votre recommandée ou le motif de non distribution.

accès d'accès direct à l'information de distribution :

AS : Envoyer le numéro de la lettre recommandée au 6 20 80 35 € TTC + prix d'un SMS)

le internet : www.laposte.fr/csui

service vocal interactif : N° Cristal 0 969 397 398 (prix d'un appel surtaxé)

Date : 16/04/14 Prix : CRBT :

R1

Niveau de garantie : 16 € ☐ 153 € ☐ 458 € ☐

Conservez ce feuillet, il sera nécessaire en cas de réclamation.

Le cas échéant, vous pouvez faire une réclamation dans n'importe quel bureau de Poste.

Les conditions spécifiques de vente de la lettre recommandée sont disponibles dans votre bureau de Poste ou sur le site www.laposte.fr

Pensez également à la Lettre recommandée en ligne, consultez www.laposte.fr/boutiqueducourrier

PIECE N° 8

SARL COMA METAUX ET FILS

De: COT Adeline - DREAL Midi-Pyr./UT 31-09 <Adeline.Cot@developpement-durable.gouv.fr>
Envoyé: mercredi 17 septembre 2014 14:58
À: RENE SEE COMA RENE METAUX ET FILS
Objet: ICPE - modification non substantielle

Bonjour,

Par courrier du 17 février 2014 complété par le courrier du 15 avril 2014, vous nous informez de l'éventuel achat de la parcelle voisine à celle qu'occupe vos installations situées 900 chemin de Groussac à Fronton. Au vu des informations que vous n'avez transmis, l'Inspection des installations classées considère que cet agrandissement ne relèverait pas d'une modification substantielle de vos activités. Cette modification pourra toute fois nécessiter un arrêté préfectoral complémentaire.

Cordialement,

--



Adeline Cot
Inspecteur des Installations Classées
Tél. 05 61 15 39 78

DREAL Midi-Pyrénées
Unité territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40331
31776 COLOMIERS Cedex

SARL COMA METAUX ET FILS

De: RENE SEE COMA RENE METAUX ET FILS <coma.reneetfils@wanadoo.fr>
Envoyé: mardi 10 juin 2014 15:03
À: COT Adeline - DREAL Midi-Pyr./UT 31-09
Objet: Avancement du dossier relatif à l'affaire N° 2014-380

Bonjour,

Je me permets de venir vers vous concernant l'affaire citée en objet dont vous avez reçu réception de notre courrier le 17 Avril dernier.

Nous souhaiterions connaître vos conclusions concernant une augmentation de capacité potentielle de notre site.

Vous remerciant par avance pour votre réponse.

Bien cordialement,

Thomas NICOLAS-HERMAN
Chargé QSE

SARL COMA RENE METAUX ET FILS
900 Chemin de Groussac
31620 FRONTON
Tel : 05.61.82.93.93
Fax : 05.61.82.09.29
@ : coma.reneetfils@wanadoo.fr

www.coma-rene-metaux.net

PIECE N° 9



COPIE

SARL COMA RENÉ MÉTAUX ET FILS
900 CHEMIN DE GROUSSAC
B.P. 20
31620 FRONTON

MAIRIE DE FRONTON
A L'ATTENTION DE Mr LE MAIRE
1 ESPLANADE MARCORELLE
31620 FRONTON

Fronton, le 12 décembre 2014

Objet : Demande de modification de l'affectation des sols prévue pour les parcelles n°287 et n°289 par le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fronton

Monsieur le Maire,

Nous vous informons que nous avons l'intention d'acquérir un terrain contigu à notre site.

Nous occupons actuellement la parcelle n°288, d'une surface de 15162 m² et avons pour projet l'acquisition de la parcelle n°289 d'une surface d'environ 5400 m² et située en zone réservée à l'activité agricole dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fronton.

Dans le cas où l'acquisition de cette parcelle n'aboutirait pas, nous envisageons l'achat de la parcelle n°287 d'une superficie d'environ 11 000 m² également située en zone réservée à l'activité agricole dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fronton.

Les activités concernées seront celles pour lesquelles nous disposons d'une autorisation d'exploitation en date du 23/01/1991.

Cette extension de superficie du site n'est pas liée à une augmentation de capacité mais a pour but de pouvoir améliorer l'exploitation du site à travers :

- Un stockage de l'ensemble des déchets moins dense grâce à leur extension en surface. De plus, les hauteurs des stockages pourront ainsi être diminuées ;
- Des conditions de circulations des engins de manutention et de la clientèle plus aisées ;
- La mise en place d'un parking au sein du site pour les salariés, la clientèle, les véhicules de transport de déchets (polybennes, semis,...) d'une superficie estimée en première approche à 1000 m².

Les répercussions d'une telle augmentation de superficie sans augmentation des capacités du site seront favorables afin de désenclaver nos stocks, d'améliorer l'aspect paysager, de dégager la voie publique pour les camions en attente de chargement et de manière plus générale de ne pas créer de nuisances supplémentaires, bien au contraire.

Afin que nos activités soient compatibles avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fronton, nous vous demandons par le présent courrier si une modification de l'affectation des parcelles n°287 et n°289 pourrait être envisagée pour être prévue en zone réservée aux activités artisanales, industrielles et commerciales dans le cas où nous en serions propriétaire.

J.D. Coma

En provenance de :

MONSIEUR LE MAIRE DE FRONTON
MAIRIE DE FRONTON
1 ESPLANADE DE HARCORVILLE
31620 FRONTON

SGR2 V20 - PTC 34L - 201442851014 - 04/14



Numéro de l'AR :

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
AR 1A 105 847 9828 6



Renvoyer à FRAB

Présenté / Avisé le : / /
Distribué le : / / /
Je soussigné déclare être
☐ Le destinataire
☒ Le mandataire
☒ CNI/Permis de conduire
Autre :

Signature
(Préciser l'Nom et Prénom
du Mandataire)

Signature du Destinataire*

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.

SARL COMA RENE METAUX ET FILS

900 CHEMIN DE GROUSSAC

31620 FRONTON



Destinataire

MONSIEUR LE MAIRE DE FRONTON
MAIRIE DE FRONTON
1 ESPLANADE DE HARCORVILLE
31620 FRONTON



Numéro de l'envoi : 1A 105 847 9828 6

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION



Expéditeur

SARL COMA RENE METAUX ET FILS
900 CHEMIN DE GROUSSAC
31620 FRONTON

SGR2 V20 - PTC 34L - 201442851014 - 04/14

avantages du service suivi :
vous pouvez connaître, à tout moment, 24h/24, la date de distribution de votre
recommandée ou le motif de non-distribution.
accès direct à l'information de distribution :
Envoyer le numéro de la lettre recommandée au 6 20 80
35€ TTC + prix d'un SMS)
site internet : www.laposte.fr/csuivi
service vocal interactif : N° Cristal 0 969 397 398 (prix d'un appel
surtaxé).

31620 FRONTON POCT
Date : / / Prix : CRBT :
4,55EUR

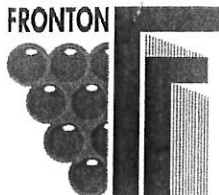
Niveau de garantie : 16 € ☐ 153 € ☐ 458 € ☐

Conservez ce feuillet, il sera nécessaire en cas de réclamation.
Le cas échéant, vous pouvez faire une réclamation dans n'importe quel bureau de Poste.
Les conditions spécifiques de vente de la lettre recommandée sont disponibles dans votre bureau de Poste ou sur
le site www.laposte.fr
Pensez également à la Lettre recommandée en ligne, consultez www.laposte.fr/boutiqueducourrier

SERVICE
NEUTRE
en CO₂

PREUVE DE DÉPÔT
À CONSERVER PAR L'ÉMETTEUR

PIECE N° 10



MAIRIE DE FRONTON

Tél. : 05 62.79.92.10

Fax : 05 62.79.92.12

urbanisme@mairie-fronton.fr

Fronton le 18/12/2014

Madame, Monsieur

Coma René

900 chemin de Groussac

31620 FRONTON

N/Réf : MF/HC

Objet : Demande de terrains constructibles/zone artisanale

Madame, Monsieur,

Nous accusons réception de votre courrier en date du 10 décembre 2014 concernant le classement de terrains mais, il ne nous est pas possible d'accéder à votre demande.

Pour que cette demande soit étudiée, elle doit émaner du propriétaire des terrains.

Sachez toutefois que la commune de Fronton fait partie du Schéma de Cohérence Territoriale du Nord Toulousain qui détermine les enjeux de notre territoire pour les 20 ans à venir et notamment les orientations générales de l'organisation de l'espace et les grands équilibres entre l'urbain, le rural, l'agricole...Le SCOT s'impose aux communes et à ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de Fronton doit être mis en compatibilité avec le SCOT par une révision qui intégrera par obligation légale ces orientations. Fronton comme d'autres communes du SCOT va devoir diminuer des espaces constructibles. Pour notre commune, la diminution est de l'ordre de 10 à 15 hectares.

Restant à votre disposition, veuillez agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.



18 DEC. 2014

LE MAIRE
PAR DELEGATION LE MAIRE ADJOINT
CHARGE DE L'URBANISME
Horacio CARVALHO

PIECE N° 11

SARL COMA METAUX ET FILS

De: COT Adeline - DREAL Midi-Pyr./UT 31-09 <Adeline.Cot@developpement-durable.gouv.fr>
Envoyé: jeudi 9 juillet 2015 10:37
À: RENE SEE COMA RENE METAUX ET FILS
Objet: Re: ICPE - modification non substantielle

Bonjour,

Vous m'aviez fait part de votre projet d'acheter une parcelle voisine à vos installations afin d'agrandir votre site.

Pouvez-vous me dire si c'est toujours d'actualité.

Dans le cas où vous feriez l'achat vous devrez conformément à l'article R.512-33-II du code de l'environnement, nous communiquer tous les éléments d'appréciation de la modification de vos installations (effets de la modification sur l'environnement, sur le risque de dangers, moyens mis en œuvre pour limiter ces impacts ...).

Cordialement,



Adeline Cot
Inspecteur de l'environnement
Tél. 05 61 15 39 78

DREAL Midi-Pyrénées
Unité territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40331
31776 COLOMIERS Cedex

Le 17/09/2014 14:58, COT Adeline - DREAL Midi-Pyr./UT 31-09 a écrit :

Bonjour,

Par courrier du 17 février 2014 complété par le courrier du 15 avril 2014, vous nous informez de l'éventuel achat de la parcelle voisine à celle qu'occupe vos installations situées 900 chemin de Groussac à Fronton.

Au vu des informations que vous n'avez transmis, l'Inspection des installations classées considère que cet agrandissement ne relèverait pas d'une modification substantielle de vos activités.

Cette modification pourra toute fois nécessiter un arrêté préfectoral complémentaire.

Cordialement,



Adeline Cot
Inspecteur des Installations Classées
Tél. 05 61 15 39 78

DREAL Midi-Pyrénées
Unité territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40331
31776 COLOMIERS Cedex

PIECE N° 12

SARL COMA METAUX ET FILS

De: SARL COMA METAUX ET FILS
Envoyé: jeudi 16 juillet 2015 14:28
À: 'Adeline.Cot@developpement-durable.gouv.fr'
Objet: RE: ICPE - modification non substantielle

Bonjour Madame,

Le projet d'extension de notre site est toujours d'actualité mais après discussion avec le propriétaire de la parcelle voisine, celui-ci ne souhaite pas la vendre pour le moment.

Nous espérons toujours faire cet achat et si cela aboutissait, nous ne manquerons pas de vous le faire savoir.

Je reste à votre entière disposition pour tous renseignements complémentaires.

Veillez agréer Madame, nos sincères salutations.

J.D. COMA

ATTENTION NOUVELLE ADRESSE E-MAIL : contact@comametaux.com



900 Chemin de Groussac 31620 FRONTON

+33.5.61.82.93.93

+33.5.61.82.09.29

contact@comametaux.com

www.coma-rene-metaux.net



De : COT Adeline - DREAL Midi-Pyr./UT 31-09 [mailto:Adeline.Cot@developpement-durable.gouv.fr]

Envoyé : jeudi 9 juillet 2015 10:37

À : RENE SEE COMA RENE METAUX ET FILS

Objet : Re: ICPE - modification non substantielle

Bonjour,

Vous m'aviez fait part de votre projet d'acheter une parcelle voisine à vos installations afin d'agrandir votre site.

Pouvez-vous me dire si c'est toujours d'actualité.

Dans le cas où vous feriez l'achat vous devrez conformément à l'article R.512-33-II du code de l'environnement, nous communiquer tous les éléments d'appréciation de la modification de vos installations (effets de la modification sur l'environnement, sur le risque de dangers, moyens mis en œuvre pour limiter ces impacts ...).

PIECE N° 13



CHEMIN DE GROUSSAC

PRESSE
CISAILLE

HANGAR
VHU

ACCUEIL
PRESSE

ATELIER

HANGAR
METAUX ET
BATTERIES

HANGAR COPEAUX

HANGAR TOURNURES

GARDIEN
BASCULE
PONT BASCULE

BOX METAUX
ET FERRAILLES

D87

LEGENDE

STOCKAGE

- Zone de stockage des métaux et ferrailles
- Benne pneumatiques usagés
- Benne parechocs usagés
- Benne corps creux usagés
- Benne matériels électroménagers usagés
- Benne DIB
- Local bouteilles d'oxygènes
- Local bouteilles de propane

SECURITE ET ENVIRONNEMENT

- Portail d'entrée et accès Pompiers
- Clôture de sécurité
- Ligne haute tension
- Point de rassemblement
- Portique de détection de la radioactivité
- Zone de mise à l'écart radioactive
- Zone ATEX
- Citerne incendie
- Extincteurs
- Robinsets Incendie Armés
- Absorbants
- Plaques d'obturation en cas d'incendie

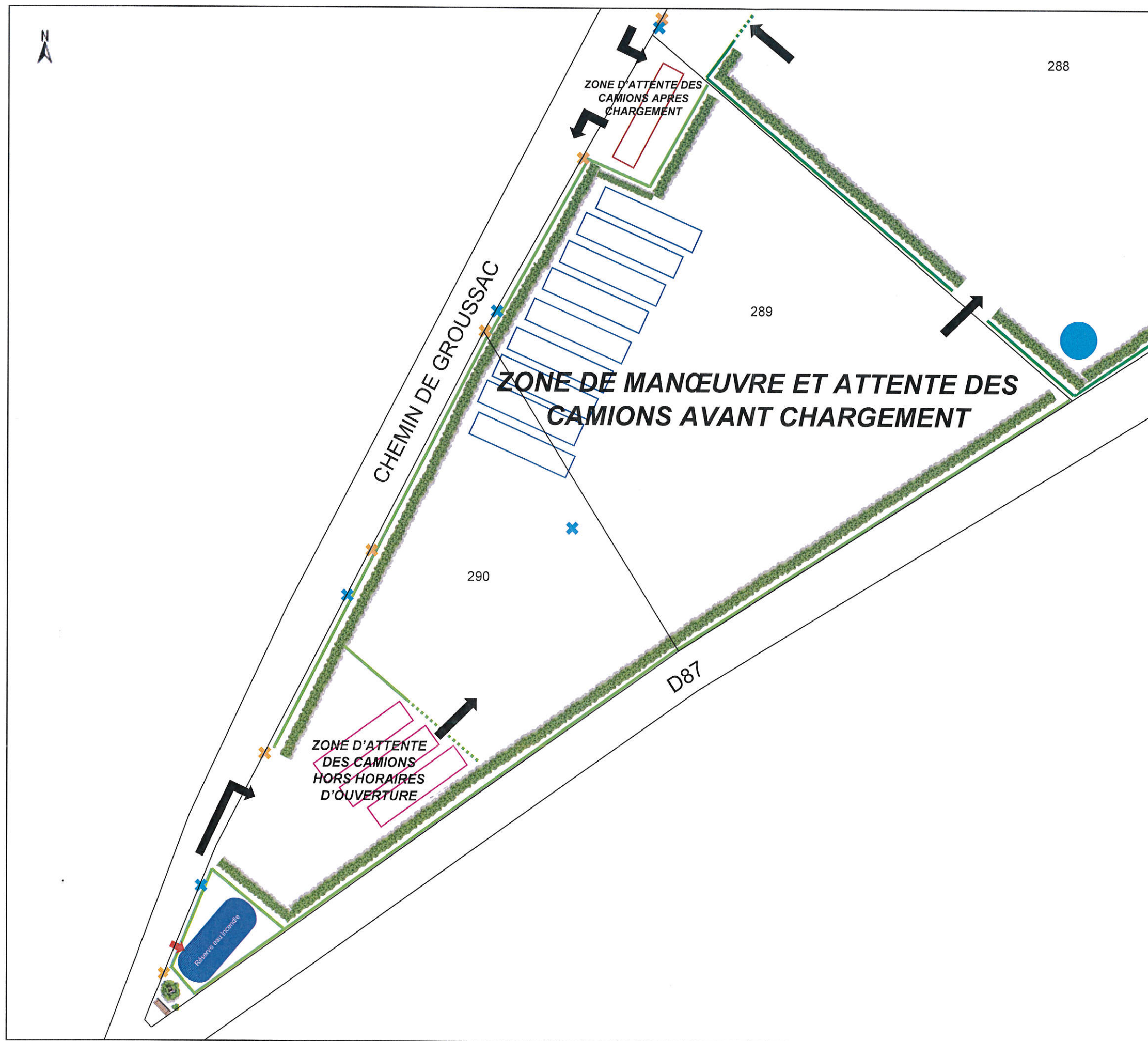
CIRCULATION

- Limitation de vitesse à 10 km
- Sens de circulation
- Pistes de circulation



PLAN DU SITE DE FRONTON
VERSION 2015

PIECE N° 14



LEGENDE

SITE ACTUEL

Parcelle N° F288 - 15162 m²

- Limites cadastrales
- Clôture de sécurité
- Haie végétale
- Portail d'entrée et accès Pompiers
- Citerne eau incendie

PROJET D'EXTENSION DU SITE

Parcelle N° F289 - 5316 m²

Parcelle N° F290 - 3768 m²

- Clôture de sécurité
- Haie végétale
- Portail d'entrée
- Banc pour les promeneurs
- Zone de manœuvre et d'attente des camions avant chargement
- Zone d'attente des camions hors horaires d'ouverture du chantier
- Zone d'attente des camions après chargement
- Réserve eau incendie
- Branchement raccord Pompiers
- Poteaux électriques
- Poteaux téléphoniques
- Sens de circulation

PROJET D'EXTENSION DU SITE DE LA SARL COMA RENE METAUX ET FILS

Échelle 1 : 650